

FORMULE 70M.1

COUR DU BANC DU ROI (DIVISION DE LA FAMILLE)

Centre de \_\_\_\_\_

*(Conformément à l'article 28 de la Loi d'interprétation, le masculin est utilisé dans un sens épïcène.)*

ENTRE :

*(nom au complet)*

requérant

— et —

*(nom au complet)*

corequérant

**AFFIDAVIT CONJOINT DU REQUÉRANT ET DU COREQUÉRANT**

AFFIDAVIT DE \_\_\_\_\_ ET DE \_\_\_\_\_  
*(nom du requérant) (nom du corequérant)*

Nous sommes le requérant et le corequérant et à ce titre, nous avons une connaissance directe des faits ci-après exposés, sauf ceux exposés sur la foi de renseignements et croyances, dans lesquels cas nous croyons vraiment qu'ils sont véridiques.

1. Adresse : *(Indiquez l'adresse actuelle de chaque partie.)*

Requérant :

\_\_\_\_\_

Corequérant :

\_\_\_\_\_

2. Requête : *(Confirmez que les renseignements contenus dans la requête sont vrais ou expliquez les raisons de tout changement.)*

\_\_\_\_\_

3. Réconciliation : *(Fournissez une preuve permettant au juge de rendre une décision au sujet de la possibilité de réconciliation des parties.)*

\_\_\_\_\_

4. Mariage : *(Annexez une copie du certificat de mariage à titre de pièce. Indiquez la date du mariage et précisez que les renseignements figurant sur le certificat de mariage correspondent exactement à ceux contenus dans la requête.)*

\_\_\_\_\_

5. Séparation : *(Confirmez la date de la séparation et le fait qu'il n'y a pas eu reprise de la cohabitation par les parties ou fournissez des précisions sur les périodes pendant lesquelles il y a eu tentative de réconciliation.)*

\_\_\_\_\_

6. Convention de séparation : *(Indiquez la date de la conclusion de toute convention de séparation entre les parties et annexez une copie de celle-ci à titre de pièce. En l'absence d'une convention de séparation, indiquez « il n'y a pas de convention de séparation ».)*

\_\_\_\_\_

7. Ordonnances du tribunal : *(Indiquez la date de toute ordonnance rendue par le tribunal et annexez-en une copie à titre de pièce. S'il n'y a pas d'ordonnance, indiquez « aucune ordonnance du tribunal n'a été rendue ».)*

\_\_\_\_\_

8. Divorce : *(Énoncez de façon assez détaillée les motifs de divorce [p. ex., expliquez les raisons pour lesquelles vous vous souvenez de la date de la séparation].)*

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

9. a) Enfants : *(Indiquez les noms, la date de naissance et la situation actuelle des enfants ou ex-enfants de l'une ou de l'autre des parties. S'il n'y a pas d'enfant, indiquez : « aucune des parties n'a eu d'enfant ».)*

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

b) arrangements parentaux : *(Fournissez des précisions au sujet des arrangements parentaux proposés. Le cas échéant, veuillez expliquer pourquoi aucun temps parental ni aucune responsabilité décisionnelle ne sont proposés à l'égard de l'un ou l'autre des parents.)*

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## c) pension alimentaire pour enfants :

(i) *(Indiquez laquelle des parties doit payer la pension alimentaire.)*

\_\_\_\_\_

(ii) *(Indiquez le nom des enfants pour lesquels une pension alimentaire est demandée.)*

\_\_\_\_\_

(iii) *(Indiquez le montant de la pension alimentaire prévu dans les tables.)*

\_\_\_\_\_ \$

(iv) *(Indiquez le montant et la catégorie des dépenses spéciales ou extraordinaires et précisez l'enfant ou les enfants auxquels elles se rapportent.)*

\_\_\_\_\_ \$

(v) *(Le cas échéant, indiquez tout montant non prévu dans les tables qui est demandé et indiquez les raisons pour lesquelles ce montant est raisonnable.)*

\_\_\_\_\_ \$

(vi) *(Indiquez la date proposée pour le début du versement de la pension alimentaire.)*

\_\_\_\_\_

(vii) *(Indiquez si le paiement devrait être fait par l'intermédiaire du Programme d'exécution des ordonnances alimentaires.)*

\_\_\_\_\_

(viii) *(Si aucun paiement n'est demandé, indiquez les raisons pour lesquelles il est raisonnable de ne demander aucun paiement.)*

\_\_\_\_\_

## 10. Déménagement important, changement de résidence et intérêt supérieur de l'enfant :

J'atteste que :

*(Biffez l'alinéa a) si vous ne demandez pas de temps parental ni de responsabilités décisionnelles.)*

a) si le tribunal m'attribue du temps parental ou des responsabilités décisionnelles :

(i) j'exerce ce droit ou ces responsabilités d'une manière compatible avec l'intérêt supérieur de l'enfant,

(ii) avant de changer mon lieu de résidence ou celui de l'enfant, je donne un avis de la manière que prévoit la *Loi sur le divorce* (Canada) ou la *Loi sur le droit de la famille*, selon le cas,

(iii) avant d'effectuer ou de faire effectuer à l'enfant un déménagement important, je donne un avis, au moins 60 jours avant la date de déménagement prévue, en la forme que prévoit les règlements pris en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada) ou de la *Loi sur le droit de la famille*, selon le cas;

*(Biffez l'alinéa b) s'il n'y a aucun enfant à charge.)*

b) je protège de mon mieux tout enfant à charge des conflits pouvant découler de la présente instance.

11. Pension alimentaire pour conjoint : *(Fournissez des précisions au sujet des aliments proposés.)*

---

---

---

12. Renseignements financiers : *(Cochez les cases applicables et annexe au présent document les renseignements financiers exigés à titre de pièces.)*

Lorsqu'une pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint ou le partage des biens est demandé, chacune des parties doit annexer au présent document les parties 1, 2, 3 et 4 de la formule 70D (déclaration financière) à titre de pièces.

Lorsqu'une pension alimentaire pour enfants est demandée, chacune des parties doit annexer au présent document à titre de pièces, parmi les documents ci-après qui sont prévus au titre de l'article 21 des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* (si une des parties vit à l'extérieur du Manitoba) ou au titre de l'article 21 des lignes directrices du Manitoba sur les pensions alimentaires pour enfants (si les deux parties vivent au Manitoba), ceux qui s'appliquent à elle :

- une copie de ses déclarations de revenus personnelles, pour les trois dernières années d'imposition;
- une copie de ses avis de cotisation et de nouvelle cotisation, pour les trois dernières années d'imposition;
- son plus récent relevé de paye ou état des gains, ou une lettre de son employeur précisant son salaire ou sa rémunération;
- si la partie est un travailleur indépendant ou si elle contrôle une société, les états financiers de son entreprise;
- des renseignements sur les prestations d'assurance-emploi qu'elle a touchées;
- des renseignements sur les indemnités d'accidents du travail qu'elle a reçues;
- des renseignements sur les prestations d'invalidité qu'elle a touchées;
- des renseignements sur les prestations d'assistance sociale qu'elle a touchées;
- des renseignements sur les prestations de pension qu'elle a touchées;

- des précisions sur tout partenariat d'affaires;
- des copies de tout acte constitutif de fiducie ainsi que des trois derniers états financiers de la fiducie;
- si la partie est un dirigeant, un administrateur ou un actionnaire d'une société, des renseignements sur le profit avant impôt de la société.

Aucune pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint et aucun partage des biens ne sont demandés.

13. Avocat : *(Indiquez le nom de l'avocat du requérant ainsi que de celui du corequérant. Ces avocats doivent consentir à la forme et au contenu des projets de jugement. Si le requérant ou le corequérant n'a pas d'avocat, indiquez : « le requérant/le corequérant n'est pas représenté par un avocat ».)*

Requérant : \_\_\_\_\_

Corequérant : \_\_\_\_\_

14. Nous faisons la présente déclaration sous serment de bonne foi à l'appui de notre requête conjointe en divorce.

Déclaré sous serment, ou affirmé solennellement,  
devant moi à \_\_\_\_\_,  
*(ville/village)*

au Manitoba, le \_\_\_\_\_.  
*(date)*

\_\_\_\_\_  
Signature du requérant

\_\_\_\_\_  
Registraire adjoint de la Cour du Banc du Roi ou  
Commissaire aux serments ayant compétence au  
Manitoba

Ma commission se termine le \_\_\_\_\_.  
*(date)*

Déclaré sous serment, ou affirmé solennellement,  
devant moi à \_\_\_\_\_,  
*(ville/village)*

au Manitoba, le \_\_\_\_\_.  
*(date)*

\_\_\_\_\_  
Signature du corequérant

\_\_\_\_\_  
Registraire adjoint de la Cour du Banc du Roi ou  
Commissaire aux serments ayant compétence au  
Manitoba

Ma commission se termine le \_\_\_\_\_.  
*(date)*